



DÉCLARATION INTERSYNDICALE AU CA DU 7 MARS 2018

Les représentants des personnels FSU, Sgen-CFDT et SNPTES ont décidé de ne pas siéger en conseil d'administration aujourd'hui, et ce pour plusieurs raisons :

- **l'absence totale de dialogue social.** Depuis 18 mois, la direction rencontre les organisations syndicales, mais ne tient aucun compte de leurs demandes ou de leurs votes dans les instances. Elle refuse tout compromis ou négociation,
- **la suppression de 6 emplois à temps plein** (ETP) alors que le projet de finances 2018 en prévoit seulement 3 pour l'Onisep, ce qui entraîne :
 - ♦ la disparition de postes clefs, et donc des dysfonctionnements au quotidien, aux services centraux comme en délégations régionales,
 - ♦ l'amointrissement des forces d'accompagnement et de diffusion en délégations régionales, à l'heure où la direction prétend vouloir reconquérir les EPLE, via un contrat d'objectifs et de performance.

À cela s'ajoute la suppression de postes de titulaires, en disponibilité ou même en congé longue maladie.

Nous rappelons que, depuis 2014, 27 ETP ont été supprimés !

Les organisations syndicales ont voté unanimement contre cette carte des emplois, mais la Direction l'a maintenue.

- **la dégradation des conditions de travail et la présence de risques psychosociaux non traités** à leur juste mesure,
- **l'absence de communication en interne :**
 - ♦ les équipes se heurtent, au jour le jour, à une réelle opacité sur les projets ou les décisions au sein de l'établissement,
 - ♦ lors de la crise qui a secoué l'Onisep en janvier 2018, quand la Fage a violemment attaqué les fiches-métiers pour le lancement de Parcoursup, la Direction n'a pas jugé utile de communiquer en interne, ni en externe.

Depuis des mois, nous demandons que les économies budgétaires ne soient pas réalisées essentiellement sur la masse salariale... en vain.

Nous alertons la Direction et le conseil d'administration sur l'inadéquation des moyens humains et la réalisation des programmes d'activités... en vain.

Nous réclamons la mise en place d'une GPEEC (gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences... en vain.

Nous soulignons les problèmes croissants de l'Office, tant au niveau des conditions de travail qu'au niveau d'une hypothétique politique éditoriale et commerciale des productions et services... en vain.

Soucieux d'une démarche unitaire et déplorant :

- ♦ le manque d'une réelle et sincère volonté de dialoguer avec les partenaires sociaux afin d'apaiser les tensions et les inquiétudes des personnels,
- ♦ l'absence d'objectifs clairs et raisonnés dans le cadre d'une stratégie d'établissement,

mais aussi soucieux de témoigner de notre attachement aux missions de service public, de notre réelle implication et notre sens des responsabilités, nous avons décidé de ne pas siéger ce jour.

Par cet acte, nous en appelons aujourd'hui à vos **responsabilités d'administrateurs** pour que soient rétablis dans notre établissement un dialogue social constructif et une réelle communication interne sur les projets mis en place.

FSU : Valérie Forestiez
Sgen-CFDT : André Magisson, Danielle Fages
SNPTES : Laurence Congy, Karelle Payen